

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 décembre 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'enquête
de la Cour pénale internationale
sur le meurtre de la journaliste palestinienne
Shireen Abu Akleh**

(déposée par M. Steven De Vuyst et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 december 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het onderzoek
van het Internationaal Strafhof
naar de moord op de Palestijnse journaliste
Shireen Abu Akleh**

(ingediend door de heer Steven De Vuyst c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 11 mai 2022, le monde a assisté médusé au meurtre de la célèbre reporter d'Al-Jazira, Shireen Abu Akleh, qui, bien que parfaitement identifiable en tant que journaliste, a été abattue lors d'un reportage télévisé en direct dans lequel elle relatait la énième offensive lancée par l'armée israélienne d'occupation contre un camp de réfugiés à Jénine, en Cisjordanie. Le régime d'apartheid n'en était pas à son coup d'essai: presque un an jour pour jour auparavant, le 12 mai 2021, Israël avait bombardé délibérément l'immeuble Al Jawhara à Gaza qui abritait les bureaux d'Al-Jazira et d'autres médias et journalistes indépendants. Selon le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, le régime d'apartheid a, rien que depuis 2000, causé la mort de plus de quarante journalistes palestiniens¹. Selon l'organisation internationale Reporters sans frontières, Israël a par ailleurs blessé 144 journalistes palestiniens depuis 2018. En avril 2022 – avant même le meurtre de Shireen Abu Akleh –, la Fédération internationale des journalistes a déposé plainte auprès de la Cour pénale internationale, accusant Israël de mener des attaques systématiques contre les journalistes.

Le meurtre

Shireen Abu Akleh n'était pas une simple journaliste. Depuis 1997, elle travaillait pour la chaîne de télévision Al-Jazira en Palestine et était une icône dans le monde arabe, un modèle pour les femmes palestiniennes et autres – ce qui rend sa mort d'autant plus tragique. Shireen, qui grandit à Al-Quds (Jérusalem) et possédait la double nationalité américaine et palestinienne, était une des rares personnes à incarner la voix du peuple palestinien dans les médias et était de ce fait connue comme *"the voice of Palestine"*. En juin 2022, les Nations Unies ont rebaptisé *"Shireen Abu Akleh Training Programme for Palestinian Broadcasters and Journalists"* la formation annuelle qu'organise chaque année, depuis 1995, la communauté internationale. Lorsqu'elle a été abattue, le 11 mai de cette année, par un tireur d'élite de l'armée d'occupation, elle portait un gilet pare-balles bleu avec, à l'avant et à l'arrière, le mot "Presse" affiché en grandes lettres blanches, ainsi qu'un casque bleu. La balle l'a touchée à la tête, juste en dessous de l'oreille, emplacement qui, selon des spécialistes en armement, est précisément le point faible lorsqu'on porte un tel équipement, ce qui indique qu'il ne s'agissait pas d'une balle perdue. Les tirs se sont poursuivis après sa mort et ont empêché les autres personnes présentes de lui porter secours.

¹ <https://fr.unesco.org/themes/safety-journalists/observatory/country/223793>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 11 mei 2022 keek de wereld geschokt toe hoe de befaamde Al Jazeera reporter Shireen Abu Akleh, duidelijk herkenbaar als journaliste, live op tv werd doodgeschoten terwijl ze verslag deed van de zoveelste inval door het Israëlische bezettingsleger in een vluchtelingenkamp in Jenin op de Westelijke Jordaanoever. Het apartheidsregime was daarbij niet aan zijn proefstuk toe: bijna exact een jaar eerder, op 12 mei 2021, bombardeerde Israël doelbewust het gebouw Al Jawhara in Gaza waarin Al Jazeera en andere media-organisaties en freelance journalisten kantoren hadden. Het Bureau van de Hoge Commissaris voor Mensenrechten van de VN documenteert dat het apartheidsregime alleen al sinds 2000 meer dan 40 Palestijnse journalisten gedood heeft¹. Volgens de internationale organisatie *Reporters Sans Frontières* heeft Israël ook 144 Palestijnse journalisten verwond sinds 2018. In april 2022 – nog vóór de moord op Shireen Abu Akleh – diende de Internationale Federatie van Journalisten een klacht in bij het Internationaal Strafhof, waarin de organisatie Israël beschuldigt van systematische aanvallen op journalisten.

De moord

Shireen Abu Akleh was niet zomaar een journaliste. Ze werkte al sinds 1997 voor de zender Al Jazeera in Palestina en was een icoon in de Arabische wereld, een rolmodel voor Palestijnse en andere vrouwen – wat haar moord nog extra pijnlijk maakt. Shireen, die opgroeide in bezet Al Quds (Jeruzalem) en de Palestijnse en Amerikaanse nationaliteit had, vertolkte als een van weinigen de stem van het Palestijnse volk in de media en was dan ook gekend als *"the voice of Palestine"*. In juni 2022 herdoopte de VN de jaarlijkse opleiding die de internationale gemeenschap sinds 1995 organiseert tot het *"Shireen Abu Akleh Training Programme for Palestinian Broadcasters and Journalists"*. Toen ze op 11 mei van dit jaar vermoord werd door een scherpschutter van het bezettingsleger, droeg ze een blauw kogelvrij vest met vooraan en achteraan in grote witte letters de opdruk "press" en een blauwe helm. De kogel trof haar in het hoofd, net onder het oor, in wat volgens wapenexperts precies de zwakke plek is met zo'n uitrusting, en wat erop wijst dat dit geen verdwaalde kogel was. De schoten bleven komen nadat ze gedood was en verhinderden de andere aanwezigen om haar te helpen. Een van hen, haar collega Ali Al Samoudi werd zelf in de rug geschoten, maar overleefde de moordpoging.

¹ <https://en.unesco.org/themes/safety-journalists/observatory/country/223793>.

L'une d'entre elles, son collègue Ali al-Samoudi, a lui-même reçu une balle dans le dos mais a survécu à la tentative d'assassinat. Le régime d'apartheid a d'abord tenté d'imputer le meurtre à la résistance palestinienne avant d'affirmer que des combats étaient en cours. Les témoins présents signalent toutefois qu'aucun combat n'avait lieu et qu'aucun opposant palestinien n'était même présent dans les environs. C'est aussi ce que montrent les images.

Le meurtre atroce a été condamné sur-le-champ et unanimement par la communauté internationale. Même les États-Unis et l'Union européenne ont fait part de l'horreur que leur inspirait cet homicide, tandis que le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le meurtre à l'unanimité – chose rare lorsqu'il s'agit d'Israël: les États-Unis ont, au fil des années, opposé leur veto à plus de quarante résolutions condamnant Israël. Le ministère belge des Affaires étrangères a tweeté: *“Belgium condemns the killing of @AlJazeera’s veteran reporter, Shireen Abu Aqla, in Jenin. Press freedom and the safety of journalists must always and everywhere be protected. We express our condolences to her loved ones and call for a swift and thorough investigation.”*

La rapporteuse spéciale des Nations Unies pour la Palestine, Francesca Albanese, et trois autres rapporteurs spéciaux de l'ONU – dont le rapporteur spécial sur la violence contre les femmes – n'ont pas observé la même réserve et ont déclaré que le meurtre constituait “une grave violation du droit humanitaire international et peut-être un crime de guerre au sens du Statut de Rome de la Cour pénale internationale”². Le directeur de Reporters sans frontières (RSF), Christophe Deloire, a qualifié le meurtre de grave infraction aux Conventions de Genève et à la résolution 2222 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative à la protection des journalistes. Il a déclaré que “RSF ne se satisfait pas de la proposition du ministre israélien des Affaires étrangères, Yaïr Lapid, que son pays participe à une enquête conjointe sur les circonstances de la mort de la journaliste. Une enquête internationale indépendante doit être lancée au plus vite”. Le *Committee to Protect Journalists* (Comité pour la protection des journalistes) a lancé un appel à une “enquête rapide, immédiate et transparente” sur l'homicide, tandis que la Fédération internationale des journalistes a condamné le meurtre commis “par des troupes israéliennes” et a réclamé une “enquête immédiate”. Amnesty International a parlé d'un “rappel sanglant du système meurtrier dans lequel Israël enferme la population palestinienne” et en a appelé à la cessation des “homicides illégaux” commis sur des Palestiniens par les troupes israéliennes.

² <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-experts-condemn-journalist-killing-amid-rising-west-bank-violence>.

Het apartheidsregime probeerde de moord eerst in de schoenen van het Palestijnse verzet te schuiven en beweerde later dat er gevechten aan de gang waren. De aanwezige getuigen meldden echter dat er geen gevechten aan de gang waren en dat er zelfs geen Palestijnse verzetsstrijders in de buurt waren. Ook de beelden toonden dit aan.

De gruwelijke moord werd onmiddellijk en unaniem veroordeeld door de internationale gemeenschap. Zelfs de Verenigde Staten en de Europese Unie spraken hun afschuw uit en een veroordeling van de moord door de VN Veiligheidsraad werd unaniem gestemd – een zeldzaamheid als het over Israël gaat: de Verenigde Staten hebben in de loop der jaren meer dan 40 resoluties die Israël veroordeelden afgeblokt door hun vetorecht te gebruiken. Het Belgische ministerie van Buitenlandse Zaken tweette: *“Belgium condemns the killing of @AlJazeera’s veteran reporter, Shireen Abu Aqla, in Jenin. Press freedom and the safety of journalists must always and everywhere be protected. We express our condolences to her loved ones and call for a swift and thorough investigation.”*

De speciale VN-rapporteur voor Palestina, Francesca Albanese, en drie andere speciale rapporteurs van de VN – inclusief de speciale rapporteur voor geweld tegen vrouwen – hielden zich niet zo angstvallig op de vlakte en verklaarden dat de moord “een ernstige schending van het internationaal humanitair recht [is] en mogelijk een oorlogsmisdad volgens het Statuut van Rome van het Internationaal Strafhof”². De directeur van Reporters Sans Frontières (RSF), Christophe Deloire, beschreef haar moord als een schending van de Conventies van Genève en resolutie 2222 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties over de bescherming van journalisten. Hij verklaarde dat RSF “teleurgesteld” was over een voorstel van Yaïr Lapid dat Israël zou deelnemen aan een gezamenlijk onderzoek naar de dood van Abu Akleh, en zei dat in plaats daarvan “een onafhankelijk internationaal onderzoek moet worden gestart”. Het *Committee to Protect Journalists* riep op tot een “snel, onmiddellijk en transparant onderzoek” naar de moord, terwijl de *International Federation of Journalists* de moord “door Israëlische troepen” veroordeelde en opriep tot een “onmiddellijk onderzoek”. *Amnesty International* beschreef het als een “bloedige herinnering aan het dodelijke systeem waarin Israël Palestijnen opsluit” en riep op tot het beëindigen van “onwettige moorden” op Palestijnen door Israëlische troepen.

² <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-experts-condemn-journalist-killing-amid-rising-west-bank-violence>.

L'attaque lors des funérailles

Non contente d'avoir commis un crime de guerre et attenté à la liberté de la presse, l'armée d'occupation a fait irruption le jour même au domicile de la famille de Shireen Abu Akleh. Deux jours plus tard, elle a envahi l'Hôpital français Saint-Joseph, à Jérusalem, où se trouvait le cercueil de la journaliste avant de lancer une attaque contre le cortège funèbre: filmés en direct par la télévision, les porteurs du cercueil ont été attaqués à coups de matraque et de grenades incapacitantes et ont plusieurs fois failli laisser tomber le cercueil par terre. L'occupant israélien illégal interdit de chanter des hymnes "nationalistes" et de brandir des drapeaux palestiniens et l'armée d'occupation a dès lors tenté de s'emparer de ces drapeaux, y compris celui qui recouvrait le cercueil; elle a fait preuve d'une grande brutalité pendant toute la cérémonie. L'occupant avait également exigé de la famille que le cercueil de Shireen soit transporté dans une voiture et pas porté sur les épaules. Un des porteurs a été arrêté par la suite et placé dans une cellule d'isolement. Pendant les funérailles mêmes, suivies par un immense cortège de musulmans et de chrétiens palestiniens et auxquelles assistaient également plusieurs délégations diplomatiques, le régime d'apartheid a tenté de refuser aux musulmans palestiniens l'accès à la cathédrale orthodoxe où Shireen a été enterrée. Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza n'ont pas non plus pu entrer dans Jérusalem pour assister aux funérailles. Dans un unique geste de solidarité, les cloches de toutes les églises de confession chrétienne de Jérusalem ont retenti en même temps pendant trente minutes. Les images des événements ont à nouveau fait le tour du monde, offrant une parfaite illustration de l'enfer dans lequel doivent vivre les Palestiniens, ainsi que de l'injustice brutale et impitoyable et des violences qu'ils doivent subir quotidiennement. Il ne leur est même pas permis de faire sereinement le deuil des victimes de la force d'occupation illégale. Mais on a aussi pu voir une image de l'unité et de la solidarité entre Palestiniens de toutes les religions et tendances idéologiques face à l'occupant.

Les enquêtes

Dès le départ, le régime d'apartheid s'est efforcé de dissimuler et de nier la faute commise par l'armée d'occupation. Il a d'abord tenté de rejeter la responsabilité sur des "tireurs palestiniens" dans le contexte inexistant d'un échange de coups de feu. L'ONG israélienne B'Tselem, que nous avons déjà pu accueillir plusieurs fois dans ce parlement, a, le jour même, réfuté ces accusations avec promptitude et expertise en s'appuyant sur des images d'Al-Jazira et du régime. L'Autorité palestinienne a démontré par la suite que la balle qui avait ôté la vie à Shireen Abu Akleh était du même type que celles qu'utilise couramment l'armée d'occupation. Sous la

De aanval op de begrafenis

Niet tevreden met het plegen van een oorlogsmisdad en een aanslag op de vrijheid van de pers, viel het bezettingsleger later op de dag ook binnen bij haar familie. Twee dagen later bestormden ze het ziekenhuis in Jeruzalem, het *Hôpital français Saint Joseph*, waar haar lijk werd bewaard en vielen vervolgens de begrafenisstoet aan: de dragers van haar kist werden – opnieuw live op televisie – aangevallen met wapenstokken en stungranaten, waarbij de kist meermaals bijna op de grond viel. De illegale Israëlische bezetting verbiedt het zingen van "nationalistische" liederen en het vertonen van Palestijnse vlaggen en het bezettingsleger probeerde dan ook om die vlaggen af te nemen, inclusief de vlag die op de kist werd gelegd, wat ze tijdens de hele ceremonie met brutaal geweld bleven doen. De bezetter had ook van de familie geëist dat de kist van Shireen in een auto zou worden vervoerd en niet op de schouders gedragen. Een van de kistdragers werd later gearresteerd en opgesloten in een isolatiecel. Op haar begrafenis zelf, die een enorme volkstoeloop op gang bracht van Palestijnse moslims en christenen, in de aanwezigheid van tal van diplomatieke delegaties, probeerde het apartheidsregime Palestijnse moslims de toegang te ontfangen tot de orthodoxe kathedraal waar Shireen werd begraven. Ook Palestijnen van de Westelijke Jordaanoever en Gaza kregen geen toegang tot Jeruzalem voor de begrafenis. In een unieke geste van solidariteit werden de klokken van alle christelijke denominaties in Jeruzalem 30 minuten samen geluid. De beelden van de gebeurtenissen gingen opnieuw de wereld rond en boden een perfecte illustratie van de hel waarin Palestijnen moeten leven en van het brutale en niets ontziende onrecht en geweld dat ze elke dag weer moeten ondergaan. Zelfs sereen rouwen om de slachtoffers van de illegale bezettingsmacht wordt hen niet toegestaan. Ze gaven echter ook een beeld van de eenheid en verbondenheid van Palestijnen van alle religies en ideologische strekkingen tegenover de bezetter.

De onderzoeken

Het apartheidsregime heeft van in het begin de schuld van het bezettingsleger aan deze misdaad proberen te verbergen en te ontkennen. Het probeerde eerst om de schuld bij "Palestijnse schutters" te leggen in de onbestaande context van een vuurgevecht. De Israëlische ngo B'Tselem, die we al meermaals in dit parlement mochten ontvangen, heeft die beschuldigingen prompt en deskundig nog dezelfde dag weerlegd aan de hand van beelden van Al Jazeera en van het regime. De Palestijnse Autoriteit (toonde vervolgens aan dat de kogel waarmee Shireen Abu Akleh gedood werd van het type was dat het bezettingsleger courant gebruikt. Schoorvoetend en

pression internationale, le régime d'apartheid a bien dû reconnaître à contrecœur que la balle provenait "probablement" de l'arme d'un de ses soldats, ajoutant que l'incident était "involontaire", mais il refuse jusqu'à présent d'ouvrir une enquête judiciaire en vue de sanctionner le meurtrier, et ce parce qu'il "ne soupçonne personne d'un crime". Le régime a proposé de mener une enquête avec l'Autorité palestinienne, mais compte tenu de la réputation douteuse de précédentes "enquêtes internes" menées par l'armée d'occupation sur des délits commis en son sein, l'Autorité palestinienne y a d'emblée opposé un refus et a annoncé réclamer une enquête de la Cour pénale internationale. Le 26 mai, le *Jerusalem Post* révélait que l'Autorité palestinienne avait terminé son enquête et qu'elle avait conclu que l'armée israélienne avait "directement et intentionnellement" pris Shireen Abu Akleh pour cible, après quoi elle s'est jointe à Al-Jazira pour déposer une plainte auprès de la Cour pénale internationale.

Dans l'intervalle, les États-Unis ont réclamé une "enquête transparente" et l'Union européenne une "enquête indépendante". Ces deux demandes ont été appuyées par Michelle Bachelet, Haute-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies. Le Conseil de sécurité de l'ONU a pour sa part sollicité, le 13 mai 2022, une "enquête immédiate, approfondie, transparente, juste et impartiale".

Vu la gravité de cette atteinte à la liberté de la presse, plusieurs médias ont depuis lors mené leur propre enquête. *Associated Press* a ainsi procédé à une reconstitution des faits et en a déduit que celle-ci "confirme les affirmations de l'Autorité palestinienne et des collègues de Shireen Abu Akleh, selon lesquelles la balle qui lui a été fatale provenait d'une arme israélienne". Après avoir visionné onze vidéos et interviewé des témoins oculaires et un spécialiste des armes à feu, CNN a déclaré que de nouveaux éléments tendent à prouver que "Shireen Abu Akleh a été abattue lors d'une attaque ciblée des troupes israéliennes". Le *Washington Post*, le *New York Times*, *Al-Jazira* et *Middle East Eye* ont eux aussi, chacun de leur côté, mené une enquête indépendante et sont parvenus à la conclusion que la balle provenait "très probablement" pour certains, "de manière irréfutable" pour d'autres, de l'arme d'un tireur d'élite israélien. Il ressort par ailleurs également d'une enquête publiée en septembre par les organisations de défense des droits humains Al-Haq (Ramallah) et *Forensic Architecture* (Londres) que "Shireen Abu Akleh et ses collègues ont explicitement été pris pour cible bien qu'ils fussent reconnaissables en tant que membre de la presse".

Après l'exclusion de toute enquête judiciaire par le gouvernement israélien, plusieurs sénateurs américains ont exercé des pressions sur leur gouvernement pour

under internationale druk moest het apartheidsregime uiteindelijk toegeven dat de kogel "waarschijnlijk" werd afgevuurd door één van haar soldaten, maar voegde eraan toe dat dit "onbedoeld" was gebeurd en weigert tot op vandaag om een gerechtelijk onderzoek te openen om de moordenaar te bestraffen. Dit omdat ze "niemand verdenken van een misdaad". Het regime bood aan om samen met de Palestijnse Autoriteit een onderzoek te voeren, maar gezien de bedenkelijke reputatie van eerdere "interne onderzoeken" van het bezettingsleger naar de eigen misdaden, wees de Palestijnse Autoriteit dit onmiddellijk af en kondigde aan een onderzoek te zullen vragen door het Internationaal Strafhof. Op 26 mei meldde de *Jerusalem Post* dat de Palestijnse Autoriteit haar onderzoek had afgerond en geconcludeerd had dat de *Israel Defense Forces* Shireen Abu Akleh "rechtstreeks en opzettelijk" als doelwit hadden genomen. Daarop diende de Palestijnse Autoriteit inderdaad, samen met Al Jazeera, een klacht in bij het Internationaal Strafhof.

Ondertussen hadden de Verenigde Staten een "transparant onderzoek" gevraagd en de EU een "onafhankelijk onderzoek". Michelle Bachelet, Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties, steunde beide oproepen. De VN Veiligheidsraad riep op 13 mei 2022 op tot een "onmiddellijk, grondig, transparant, eerlijk en onpartijdig onderzoek".

Gezien de ernst van deze misdaad tegen de persvrijheid, voerden diverse media ondertussen eigen onderzoeken. Zo onsceneerde *Associated Press* een reconstructie van de misdaad en concludeerde dat die "steun verleent aan de beweringen van zowel de Palestijnse Autoriteit als de collega's van Abu Akleh dat de kogel die haar doodde afkomstig was van een Israëliisch geweer". Een onderzoek van CNN, dat 11 video's bekeek en ooggetuigen en een vuurwapendeskundige interviewde, zei dat het nieuwe bewijs suggereerde "dat Shireen Abu Akleh werd doodgeschoten in een gerichte aanval door Israëliische troepen". De *Washington Post*, de *New York Times*, *Al Jazeera* en *Middle East Eye* voerden eveneens elk een onafhankelijk onderzoek en kwamen respectievelijk tot de conclusie dat de kogel "zeer waarschijnlijk" dan wel "onweerlegbaar" was afgevuurd door een Israëliische scherpshutter. Ook uit een in september gepubliceerd onderzoek van demensenrechtenorganisaties Al-Haq (Ramallah) en *Forensic Architecture* (Londen) blijkt dat "Shireen Abu Akleh en haar collega's expliciet het doelwit waren, ondanks het feit dat zij herkenbaar waren als leden van de pers".

Nadat de Israëliische regering een gerechtelijk onderzoek had uitgesloten, oefenden een aantal Amerikaanse senatoren druk uit op hun regering om het FBI een

qu'il charge le FBI d'une enquête judiciaire sur le meurtre. Le FBI enquête systématiquement lorsque des citoyens américains meurent dans des circonstances suspectes à l'étranger. En juillet, le Département d'État a annoncé que sa propre enquête a révélé que Shireen Abu Akleh avait probablement été tuée par un tir israélien mais que les États-Unis "n'avaient aucune raison de considérer que le tir était intentionnel mais qu'il était plutôt le résultat de circonstances tragiques", après quoi la famille de Shireen a rendu visite au secrétaire d'État, Tony Blinken, en compagnie de quelques sénateurs et a insisté à nouveau pour que le FBI mène une enquête sérieuse. "Nous voulons savoir qui a appuyé sur la gâchette et pourquoi. Nous voulons que quelqu'un soit tenu pour responsable de l'autorisation donnée par le régime à ce tireur, afin que d'autres familles n'aient pas à souffrir comme la nôtre", a expliqué Victor, le neveu de Shireen, aux médias. Rashida Tlaib, membre du Congrès, a déclaré qu'il était honteux que la famille de Shireen ait dû se rendre à Washington pour réclamer une enquête et elle a ajouté: "Il s'agit de la vie de Palestiniens en Israël. La déshumanisation ne cesse même pas après leur mort. Mais notre pays peut faire quelque chose. Nous ne devons plus permettre, en détournant le regard, que la mort et la violence sévissent. Lorsque des Américains sont assassinés à l'étranger, notre gouvernement ouvre quasi automatiquement une enquête. Mais lorsque les meurtriers portent des uniformes israéliens, c'est le silence complet." Malgré la demande expresse de la famille de Shireen Abu Akleh, le FBI n'a toujours pas entamé d'enquête judiciaire. Le 14 novembre, le ministre israélien de la Défense Benny Gantz a indiqué sur twitter que le *Department of Justice* américain allait effectivement ouvrir une enquête, mais a qualifié cette décision de "grave erreur", ajoutant d'emblée qu'il avait signifié aux États-Unis qu'Israël "refusait de collaborer à toute enquête externe".

La Cour pénale internationale

En février 2021, la Cour pénale internationale (CPI) s'est estimée compétente pour instruire les accusations de crimes dans les territoires occupés. Un mois plus tard, elle a ouvert une enquête sur les prétendus crimes de guerre commis par les troupes israéliennes et palestiniennes dans ces territoires depuis le 13 juin 2014. En avril 2022, la Fédération internationale des journalistes a déposé plainte auprès de la CPI au nom d'un groupe de journalistes palestiniens qui, selon leur avocat, sont systématiquement pris pour cible par les troupes israéliennes dans les territoires palestiniens occupés. Le 23 mai, l'Autorité palestinienne et *Al-Jazira* ont demandé à la CPI d'ouvrir une enquête sur le meurtre de Shireen Abu Akleh. Le 20 septembre, les avocats des familles de Shireen et de son collègue, Ali al-Samoudi,

gerechtigd onderzoek te laten uitvoeren naar de moord. Het FBI doet dit systematisch wanneer Amerikaanse burgers in verdachte omstandigheden om het leven komen in het buitenland. Nadat het State Department in juli aankondigde dat hun eigen onderzoek uitwees dat het waarschijnlijk Israëlisch vuur was dat Shireen Abu Akleh doodde, maar dat de Verenigde Staten "geen reden hadden om aan te nemen dat dit opzettelijk was, maar eerder het resultaat van tragische omstandigheden", bezocht de familie van Shireen Abu Akleh samen met enkele senatoren de buitenlandminister Tony Blinken en drong opnieuw aan op een ernstig gerechtelijk onderzoek door het FBI. "Wij willen weten wie de trekker heeft overgehaald en waarom. We willen dat er iemand verantwoordelijk gehouden wordt voor het groene licht dat het regime [aan die persoon] gegeven heeft, zodat andere families niet moeten lijden zoals de onze", vertelde Shireen's neef Victor aan de media. Congreslid Rashida Tlaib zei dat het een schandaal was dat de familie naar Washington moest komen om een onderzoek te vragen en voegde eraan toe: "Dit is het leven van Palestijnen in Israël. Zelfs na hun dood stopt de ontmenselijking niet. Maar ons land kan hier iets aan doen. We moeten stoppen met dood en geweld mogelijk te maken door gewoon weg te kijken. Wanneer Amerikanen in het buitenland vermoord worden, is het zo ongeveer standaardprocedure dat onze regering een onderzoek opent. Maar wanneer de moordenaars Israëlische uniformen dragen, is er complete stilte." De FBI heeft ondertussen, ondanks de expliciete vraag van de familie Abu Akleh, nog altijd geen gerechtelijk onderzoek ingesteld. Op 14 november meldde de Israëlische minister van Defensie Benny Gantz via twitter dat het Amerikaanse Department of Justice wel een onderzoek zou instellen, maar noemde dit een "*grave mistake*" en voegde er meteen aan toe dat hij aan de VS gemeld had dat Israël "weigert mee te werken aan enig extern onderzoek".

Het Internationaal Strafhof

In februari 2021 oordeelde het Internationaal Strafhof (ISH) dat het bevoegd is om beschuldigingen van misdaden in de bezette gebieden te onderzoeken, en een maand later opende het ISH een onderzoek naar vermeende oorlogsmisdaden die daar sinds 13 juni 2014 door Israëlische en Palestijnse troepen zijn gepleegd. In april 2022 diende de Internationale Federatie van Journalisten een klacht in bij het ISH namens een groep Palestijnse journalisten die volgens hun advocaten systematisch het doelwit zijn van Israëlische troepen in de bezette Palestijnse gebieden. Op 23 mei diende de Palestijnse Autoriteit, samen met *Al Jazeera*, een vraag in bij het Internationaal Strafhof om de moord op Shireen Abu Akleh te onderzoeken. Op 20 september vroegen advocaten van de familie van Shireen Abu Akleh en van haar eveneens

également touché par une balle, ont à leur tour exhorté la CPI à enquêter sur ce meurtre.

Le 28 octobre 2022, cinq anciens ministres des Affaires étrangères du Royaume-Uni, de la France, du Danemark, de la Finlande et de la Slovénie ont publié, dans le journal *Le Monde*, une lettre ouverte intitulée: “Mettre fin à la politique d’apartheid en Israël est essentiel pour parvenir à une solution à deux États”. Ils y écrivent notamment: “L’assassinat de la journaliste d’Al-Jazira Shireen Abu Akleh, dans l’exercice de ses fonctions, témoigne d’un mépris croissant et profondément alarmant pour les droits et libertés fondamentales des Palestiniens.” Nous partageons pleinement cette opinion: la scandaleuse attaque frontale menée par le gouvernement “modéré” Bennett-Lapid contre la société civile palestinienne, six grandes ONG palestiniennes ayant été accusées de “terrorisme” sans la moindre preuve, démontre une nouvelle fois combien le soutien aveugle apporté au régime d’apartheid par la Belgique et l’Union européenne est indéfendable. Une nouvelle preuve de ce soutien inconditionnel a été apportée le 3 octobre 2022 avec la reprise des réunions du Conseil d’association UE-Israël après dix années d’interruption, et ce malgré le fait qu’au bout de dix années, Israël témoigne encore moins de respect pour les droits humains et civils les plus fondamentaux des Palestiniens, persiste à étendre ses colonies, renforce encore sa politique d’épuration ethnique à Jérusalem et la bantoustanisait de la Cisjordanie et ne semble pas du tout disposé à relancer le processus de paix. Nous estimons que seules une pression réelle et des mesures concrètes peuvent mettre un frein à l’inconduite inacceptable d’Israël et peut-être sauver encore la solution à deux États. Le premier pas que le gouvernement peut et doit de toute évidence franchir est de faire comprendre clairement à Israël que l’on ne saurait tolérer que des journalistes soient assassinés. Il ne s’agit pas seulement de manifester notre réprobation de manière rhétorique sous la forme rapide et simple d’un tweet dépourvu d’effets, mais bien d’affirmer clairement et publiquement que la Belgique soutient pleinement l’enquête judiciaire que la Cour pénale internationale mène sur cet homicide et d’exhorter le régime israélien – quel que soit le gouvernement au pouvoir – à collaborer totalement à cette enquête.

Par ailleurs, nous rappelons qu’Israël est un des rares États membres des Nations Unies à n’avoir ni signé ni ratifié les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève du 8 juin 1977. Ces Protocoles fixent entre autres des règles en vue de protéger les citoyens dans des conflits internationaux (I) et nationaux (II)³. De plus, Israël n’a jamais adhéré au Statut de Rome et ne reconnaît pas la compétence de la Cour pénale internationale.

³ <https://www.icrc.org/fr/doc/resources/documents/misc/additional-protocols-1977.htm>.

beschoten collega Ali al Samoudi het ISH op hun beurt om een onderzoek te voeren naar de moord.

Op 28 oktober 2022 publiceerden vijf voormalige buitenlandministers van het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Denemarken, Finland en Slovenië een open brief in het Franse dagblad *Le Monde* getiteld: “*Mettre fin à la politique d’apartheid en Israël est essentiel pour parvenir à une solution à deux États*”. Daarin schreven ze onder meer: “*L’assassinat de la journaliste d’Al Jazira Shireen Abu Akleh, dans l’exercice de ses fonctions, témoigne d’un mépris croissant et profondément alarmant pour les droits et libertés fondamentales des Palestiniens.*” Wij zijn het hier volmondig mee eens: de frontale en schandelijke aanval van de “gematigde” regering Bennett-Lapid op het Palestijnse middenveld, waarbij zes belangrijke Palestijnse ngo’s zonder enig bewijs beschuldigd worden van “terrorisme”, is een ander bewijs van de onhoudbaarheid van de blinde Belgische en Europese steun aan het apartheidsregime. Deze onvoorwaardelijke steun bleek op 3 oktober 2022 nog maar eens uit de hervatting van de bijeenkomsten van de EU-Israël Associatieraad na tien jaar opschorting, en dit ondanks het feit dat Israël tien jaar later nog minder respect toont voor de meest fundamentele mensen- en burgerrechten van de Palestijnen, haar kolonies blijft uitbreiden, haar beleid van etnische zuivering in Jeruzalem en bantoestanisering van de Westelijke Jordaanoever nog opdrijft, en niet de minste aanstalten toont om het vredesproces te hernemen. Wij zijn van mening dat enkel reële druk en concrete maatregelen de onaanvaardbare misdragingen van Israël kunnen inperken en mogelijkerwijze de tweestatenoplossing nog kunnen redden. Israël duidelijk maken dat het vermoorden van journalisten niet kan, is een voor de hand liggende en vanzelfsprekende eerste stap die de Belgische regering kan en moet nemen. Niet alleen via een snelle en faciele retorische veroordeling via een tweet zonder verdere gevolgen, maar door duidelijk en publiekelijk te stellen dat België het onderzoek van het Internationaal Strafhof naar deze moord ten volle steunt en door het Israëlische regime – onafhankelijk van welke regering er aan de macht is – op te roepen om haar volledige medewerking te verlenen aan dit onderzoek.

Daarnaast herinneren wij eraan dat Israël een van de weinige lidstaten van de Verenigde Naties die de Aanvullende Protocollen I en II bij de Conventies van Genève van 8 juni 1977 niet ondertekend noch geratificeerd heeft. Deze Protocollen leggen met name regels vast voor de bescherming van burgers in internationale (I) en nationale (II) conflicten³. Ook is Israël nooit toegetreten tot het Statuut van Rome en erkent het de

³ <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/misc/additional-protocols-1977.htm>.

Nous demandons également au gouvernement belge d'insister auprès d'Israël pour qu'il signe les conventions susmentionnées.

bevoegdheid van het Internationaal Strafhof niet. Wij vragen de Belgische regering ook om Israël op te roepen de genoemde verdragen te ondertekenen.

Steven De Vuyst (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Marco Van Hees (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'armée israélienne a sciemment abattu la célèbre journaliste Shireen Abu Akleh dans l'exercice de sa profession le 11 mai 2022, qu'elle a ensuite intimidé sa famille et attaqué brutalement son cortège funèbre;

B. considérant que, le 12 mai 2021, Israël a délibérément bombardé l'immeuble Al Jawhara à Gaza qui abritait les bureaux de plusieurs médias et que, depuis 2000, Israël a tué plus de 40 journalistes palestiniens et en a blessé 144;

C. considérant que, dans sa déclaration du 13 mai 2022 (SC/14.891), le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement condamné ce meurtre, demandé une "enquête immédiate, approfondie, transparente, juste et impartiale" et souligné que "les responsables doivent répondre de leurs actes";

D. considérant que la résolution 2222 du Conseil de sécurité de l'ONU de 2015 fixe des règles spécifiques concernant la protection des journalistes en période de conflit;

E. considérant que nombre de médias et d'ONG ont mené des enquêtes indépendantes sur le meurtre de Shireen Abu Akleh, dont ils ont unanimement conclu que la balle mortelle provenait de l'arme d'un soldat israélien;

F. considérant que la Cour pénale internationale a ouvert une enquête sur le meurtre de Shireen Abu Akleh;

G. considérant qu'Israël a certes ratifié les Conventions de Genève le 6 juillet 1951, mais pas les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1977;

H. considérant qu'Israël refuse de mener une enquête judiciaire sur le meurtre de Shireen Abu Akleh et refuse en outre de collaborer à des enquêtes externes;

I. considérant qu'Israël n'a pas adhéré au Statut de Rome et refuse de reconnaître la compétence de la Cour pénale internationale;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het Israëlische leger op 11 mei 2022 de bekende journaliste Shireen Abu Akleh doelbewust vermoord heeft tijdens het uitoefenen van haar functie en nadien haar familie geïntimideerd en haar begrafenisstoet met bruto geweld aangevallen heeft;

B. overwegende dat Israël op 12 mei 2021 moedwillig en bewust het gebouw Al Jawhara in Gaza gebombardeerd heeft dat de kantoren van meerdere media-organisaties behuist en dat Israël sinds 2000 meer dan 40 Palestijnse journalisten gedood en 144 verwond heeft;

C. overwegende dat de VN Veiligheidsraad op 13 mei 2022 (SC/14.891) deze moord unaniem veroordeeld heeft, opgeroepen heeft tot een "onmiddellijk, grondig, transparant, eerlijk en onpartijdig onderzoek" en benadrukt dat "de verantwoordelijkheid bepaald moet worden";

D. overwegende dat resolutie 2222 van de VN Veiligheidsraad uit 2015 specifieke regels oplegt voor de bescherming van journalisten tijdens conflicten;

E. overwegende dat tal van media en ngo's onafhankelijke onderzoeken hebben gevoerd naar de moord op Shireen Abu Akleh en unaniem zijn in hun conclusie dat de moordende kogel uit het geweer van een Israëlische soldaat kwam;

F. overwegende dat het Internationaal Strafhof een onderzoek geopend heeft naar de moord op Shireen Abu Akleh;

G. overwegende dat Israël wel de Conventies van Genève heeft geratificeerd op 6 juli 1951, maar niet de aanvullende Protocollen I en II bij de Conventies van Genève uit 1977;

H. overwegende dat Israël weigert een gerechtelijk onderzoek te voeren naar de moord op Shireen Abu Akleh en bovendien weigert mee te werken aan externe onderzoeken;

I. overwegende dat Israël niet is toegetreden tot het Statuut van Rome en de bevoegdheid van het Internationaal Strafhof weigert te erkennen.

1. CONDAMNE DANS LES TERMES LES PLUS FORTS LE MEURTRE DE LA JOURNALISTE SHIREEN ABU AKLEH DANS L'EXERCICE DE SA PROFESSION, QUI CONSTITUE UN CRIME DE GUERRE ET UNE ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE COMMIS PAR L'OCCUPANT ISRAËLIEN;

2. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

2.1. de soutenir l'enquête de la Cour pénale internationale sur ce crime et d'exprimer son soutien publiquement;

2.2. d'insister pour qu'Israël apporte sa pleine coopération à l'enquête de la Cour pénale internationale;

2.3. d'appeler Israël à adhérer au Statut de Rome;

2.4. de rappeler à Israël ses obligations découlant des Conventions de Genève et du droit humanitaire de la guerre;

2.5. d'insister pour qu'Israël signe et ratifie les Protocoles I et II aux Conventions de Genève du 8 juin 1977;

2.6. d'appeler instamment Israël à mener une enquête judiciaire sur le meurtre de Shireen Abu Akleh afin de désigner et sanctionner l'auteur des faits et le commanditaire.

17 novembre 2022

1. VEROORDEELT DE MOORD OP DE JOURNALISTE SHIREEN ABU AKLEH TIJDENS DE UITOEFENING VAN HAAR FUNCTIE IN DE STRENGSTE TERMEN ALS EEN OORLOGSMISDAAD EN AANSLAG OP DE PERSVRIJHEID GEPLEEGD DOOR DE ISRAËLISCHE BEZETTER;

2. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

2.1. het onderzoek van het Internationaal Strafhof naar deze misdaad te steunen en deze steun publiekelijk te verklaren;

2.2. er bij Israël op aan te dringen om volledige medewerking te bieden aan het onderzoek van het Internationaal Strafhof;

2.3. Israël op te roepen om toe te treden tot het Statuut van Rome;

2.4. Israël te herinneren aan zijn verplichtingen onder de conventies van Genève en het humanitair oorlogsrecht;

2.5. erop aan te dringen dat Israël de aanvullende Protocollen I en II bij de Conventies van Genève van 8 juni 1977 ondertekent en ratificeert;

2.6. erop aan te dringen dat Israël een gerechtelijk onderzoek voert naar de moord op Shireen Abu Akleh dat de dader en opdrachtgever aanwijst en straft.

17 november 2022

Steven De Vuyst (PVDA-PTB)
Nabil Boukili (PVDA-PTB)
Marco Van Hees (PVDA-PTB)
Sofie Merckx (PVDA-PTB)
Raoul Hedebouw (PVDA-PTB)